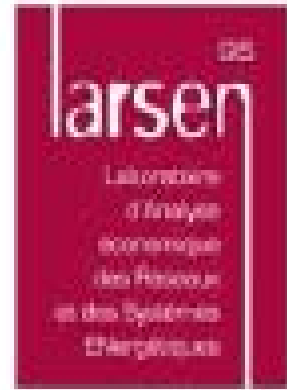




CENTRE
INTERNATIONAL
DE RECHERCHE
SUR L'ENVIRONNEMENT
ET LE DÉVELOPPEMENT



Les échanges d'énergie entre marché et géopolitique: Faut-il avoir peur du pouvoir de marché de Gazprom?

D. FINON
CIREN , CNRS and Ehess, Paris

C.I.R.E.D. UNITÉ MIXTE DE RECHERCHE
EHES ET CNRS - UMR 8568
JARDIN TROPICAL
45 BIS AVENUE DE LA BELLE GABRIELLE
94736 NOGENT-SUR-MARNE CEDEX - FRANCE

Sommaire

- **1. Quelques éclairages théoriques**
- **2. Risques économiques de la position dominante du gaz russe**
- **3. Que faire pour limiter risque économique et politique dans les échanges gaziers européens ?**

Décryptage du discours dénonciateur du « risque russe »

- Après la crise russo-ukrainienne, focalisation sur la dépendance européenne du gaz russe et confusion du risque économique et risque de sécurité
- Influence de l'argument géopolitique sur les analyse des risques économiques
 - Position dominante et **Influence sur les prix à la hausse**
 - **Risque d'organisation de la cartellisation** du marché gazier européen (ou d'entente bilatérale)
 - Possibilité de mise en question unilatérale des contrats par Gazprom
 - **Sous-investissement de Gazprom en production**, pouvoir de marché et risque de sécurité de long terme (déficit global, prix)
 - **Organise la division des différents acheteurs** (Europe de l'est contre Europe de l'ouest) :
 - privilégie les gros acheteurs traditionnels
 - Contourne les acheteurs des nouveaux Etats-membres (pipe Nordstream)
 - Empêche la diversification des routes d'autres zones productrices par la division des acheteurs (Hongrie et Nabucco)
 - Les contrats de long terme que recherchent les producteurs (Gazprom en tête) et les grands acheteurs, **empêchent la concurrence**
 - Prise de contrôle de distributeurs et fournisseurs: **cloisonnement des marchés**

Les réponses proposées sont forcément influencées par la représentation des risques économiques:

- Négociateur unique (parler d'une seule voie)
- Recherche de l'homogénéisation de l'espace réglementaire (charte de l'énergie)
- Solidarité de court terme

Enchevêtrement du risque économique et du risque géopolitique dans la dénonciation

Amplification de la perception du risque économique par la **méconnaissance du lien entre la réalité industrielle et contractuelle**

Solutions proposées (le négociateur unique d'un côté, le multilatéralisme de l'autre) reposent sur deux lecteurs contradictoires

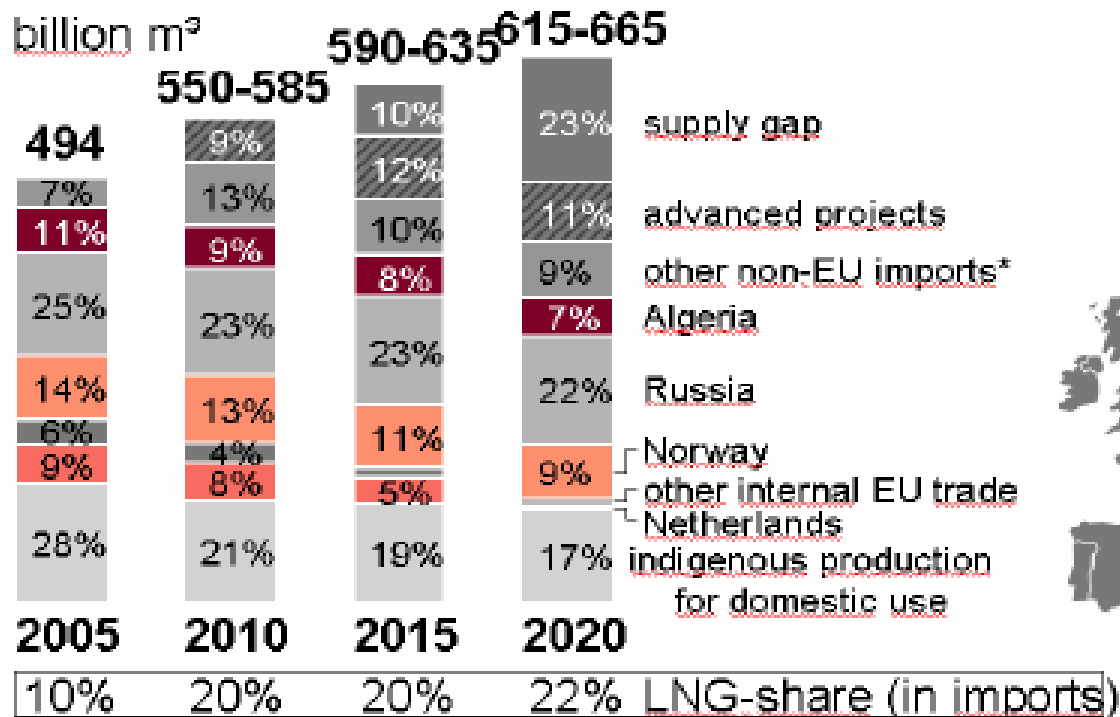
- **(la puissance face à la puissance versus la norme et le marché)**
- Qu'est ce que la théorie économique peut dire sur le risque de pouvoir de marché échanges commerciaux dans un espace national/ dans un espace international?
- Qu'est ce que l'économie dit sur la sécurité énergétique et les possibilités d'y répondre?

Partie 1. Les questions de théories économiques

- 1.1. Séparer les types de risque
- 1.2. Concurrence imparfaite et pouvoir de marché
- 1.3. Les perspectives théoriques sur contrats de long terme, concurrence et pouvoir de marché
- 1.4. L'approche de la sécurité énergétique comme bien collectif

Part de marché du vendeur russe/ des autres grands vendeurs

Development of Natural Gas Supplies in EU 27



Remark: Malta and Cyprus are not supplied with natural gas

provisional data for 2005
 *) of which: Nigeria 3%, Qatar 3%
 Basis for imports: Contracted volumes and prospective contract allocations
 Russia without volumes via Hard Stream which are included in advanced projects

Diversité des degrés de dépendance de l'approvisionnement en gaz russe

	SLK	Finl	Balt	GR	Tch.	A	H	PI	RFA	F	I.
Imports Gm³	7,5	4,5	5.5	2,4	7,4	6,8	9	7	36	13,2	22
Ratio Import. russe /Conso	100 %	100 %	100 %	86,8 %	80,8 %	73 ,4 %	63,4 %	50,2 %	36 %	26,8 %	26 %

1.1. Séparer les types de risque

- **Risque économique:**

- Pouvoir de marché au niveau du marché régional ou au niveau de différents marchés nationaux
- **Renvoi au controverse sur les barrières à la concurrence sur les marchés européens**

- **Risque géopolitique:**

- Réalité: Volonté d'affirmation de la Russie et utilisation des ventes d'énergie comme moyen de pression politique
 - Pays de transit de l'ancienne URSS ou du Comecom
 - **Discours de puissance et diplomatie de force amplifient perception du risque (surpuissance énergétique, OPEG-gaz, pays de transit)**
- A l'inverse passif historique des pays baltes et PECO de l'UE :
 - amplification de la perception du risque de sécurité (crainte sur stabilité de leurs approvisionnements) du côté de l'UE

Plusieurs questions économiques

- Pouvoir de Marché sur marché régional et les marchés nationaux
 - Pouvoir de marché de court terme
 - (sur les ventes court terme et par voie de conséquence sur le prix de contrats qui seraient indexés sur le spot)
 - Risque de cartellisation du marché régional (mondial)
 - Pouvoir de marché de long terme
 - investissements en production suffisants,
 - bargaining power sur contrats de long terme
- Le risque présenté par la descente en aval d'un producteur dominant
 - Pouvoir de marché sur les marchés nationaux
- Un oligopole de gros acheteurs peut- il faire contrepoids à un oligopole de grands vendeurs, à un monopole ?
 - (Justification d'une structure concentrée)

1.2. Concurrence imparfaite et pouvoir de marché

- Pouvoir de marché de court terme (exemple du marché pétrolier)
 - Le commerce est dirigé essentiellement par le marché spot et à terme
 - Type de concurrence oligopolistique
 - **Cournot: Restriction de production et de ventes: effet sur les prix**
 - **Stackelberg: oligopole avec frange concurrentielle**
 - **Pertinent pour interprétation du rôle de l'OPEP et du jeu des autres producteurs NOPEP**
- Repérage de risque de pouvoir de marché par indicateur de concentration
 - Dans modèles théoriques, démonstrations du lien entre écart « prix d'oligopole-prix concurrentiel » et indicateur de concentration de marché
 - **Dans les modélisations de marché avec fonction de demande inverse $p(q)$, on démontre que**
 - Lerner index = (prix – coût marginal)/ prix = - HHI/e**
 - Rôle de la concentration et de l'élasticité- prix**

- **Pouvoir de marché de long terme**

- Dissociation de la capacité et de la production comme variables des jeux
- Jeu à deux étapes (investissement, puis production sur un marché) avec différents nombres de joueurs
- Possibilité de restriction d'investissements

- **Pouvoir de marché avec spot et forward:**

(Reference Allaz et Villa , 1993)

Contrats forward à prix fixé

Moins d'incitations car l'essentiel des productions est engagé dans des contrats de vente en aval

1.3. Différentes perspectives théoriques opposées sur les contrats de long terme, concurrence et pouvoir de marché

- **Les contrats long terme sont mauvais pour la concurrence parce qu'ils bloquent les entrées** (Reference: Aghion et Bolton, 1987),
 - Forclusion
 - position centrale de la Commission européenne

Versus

- **Les CLT atténuent les incitations d'exercice de pouvoir de marché sur le marché de court terme**
 - Confirmation avec contrats gaziers séparés du spot (Neuhoff-von Hirschhausen, 2004)
 - Deux fonctions de demande court terme-long terme sans relation entre les deux
 - Pas d'arbitrage possible entre les deux types de contrats court terme et long terme
 - Fonction demande long terme est plus élastique et fait décroître le pouvoir de marché
 - **Moins de pouvoir de marché à long terme peut faire décroître pouvoir de marché à court terme**

Autre perspective théorique sur contrats de long terme et concurrence

- **Ecole de Chicago : « efficience dynamique »**
 - Par rapport à l'approche S/C/P, ce sont les comportements (C) et les performances (P) qui influencent les structures industrielles et non l'inverse
 - Stratégies : recherche de position de marché favorable
 - par l'innovation et l'investissement pour économies d'échelle et d'envergure,
 - Elle conduit à des baisses de coût à partager entre producteurs et consommateurs (quasi-rente).
 - L'intégration verticale, les contrats long terme, la concentration horizontale reflètent simplement des différences de performances pour parvenir à la recherche de position de marché favorable.
 - Position de marché est gagnée dans le sens de l'intérêt de tous
 - A relativiser

Economie de coûts de transaction: l'efficacité de la contractualisation longue

- **Economie de coûts de transaction et développement d'équipements spécifiques**
 - Installation d'équipements spécifiques à des transactions particulières et qui peuvent
 - difficilement redéployable (gisement-pipe-marchés géographiques)
 - contexte de risque,
 - complexité des échanges
 - Risque d'opportunisme des parties les moins engagées
 - Adossement au droit des contrats
 - Besoin de contrat de long terme avec clause évitant l'opportunisme de la partie la moins engagée dans la transaction
 - Recherche d'engagement crédible
 - clause take or Pay flexible; clause de prix renégociable
 - Flexibilité pour éviter l'opportunisme

Position de la Commission sur limitation de contrats en amont:

- Si contrats courts, pas de candidat à l'investissement dans infrastructures d'acheminement capitalistiques
- Observation: intérêt des acheteurs de gaz pour contracter à long terme avec les producteurs

Partie 2. Risques économiques de la position dominante du gaz russe

- 2.1. Pouvoir de marché de court terme
- 2.1.bis. Quel risque de cartellisation du marché européen sous l'égide de la Russie ?
- 2.2. Pouvoir de marché de long terme
- 2.3. Risques associés à la descente aval d'un producteur dominant
- 2.4. Efficacité de la réponse: Oligopole d'acheteurs face à oligopole de vendeurs

2.1. Pouvoir de marché de court terme

- **Pour l'exercice d'un tel pouvoir de marché seul ou en cartel,:**
existence d'un marché spot et de produits dérivés liquide dominant
(élévation du prix par restriction des quantités offertes)
- Conditions pour domination des marchés de court terme
 - Contrats indexés sur le spot à partir d'une certaine liquidité des marchés
 - Perspectives du producteur et du fournisseur
 - Contrats courts car confiance dans le prix du marché gazier spot par sa liquidité
 - gestion de risque, contrats financiers (futures; OTC)
 - Prix signalerait la rareté
 - Choix d'investissement
 - Confiance dans les possibilités de prolongement ou de trouver des nouveaux acheteurs

- Domination des contrats long terme sur le marché européen:
 - Perpétuation très probable des CLT comme forme de commercialisation dominante
 - La Russie ne cherche pas à accroître leurs ventes spots pour prendre des parts de marché
- Intérêt commun des grands vendeurs et des grands acheteurs à contracter à long terme avec prix indexés sur les prix du pétrole
 - Assurer ses débouchés en retrouvant les anciens partenaires contractuels et quelques entrants
 - Avantage pour le contrôle des prix d'une référence au prix du pétrole et produits pétroliers pour meilleure gestion de risque
 - Marchés des hubs trop illiquides
 - Pas seulement une question de manque de « free gas »
 - Les CLT permettent les grandes opérations de développement : investissement à encadrer par des CLT
 - Illustration par les signatures de CLT en 2006 (BASF, E.ON, OMV, ENI, GDF): prolongation sur très grosses quantités

2.1.bis. Quel risque de cartellisation du marché européen sous l'égide de la Russie ?

Cartel: Contrôle du marché par les quantités pour faire monter les prix

Le marché gazier n'est pas le marché pétrolier.

1. Infrastructures et fonction de coût des producteurs-exportateurs:
coût élevé de restriction de vente (part de coût fixe très élevée)
2. Diversité des producteurs vendant sur le marché européen ou international:
 - Pas de domination par des compagnies d'Etats exportateurs

2.1bis. Risque de cartellisation (suite)

- 3. La Russie comme swing producer (à l'instar de l'Arabie Saoudite):
 - La Russie accepterait elle de se soumettre aussi aux règles d'une coordination internationale?
 - Rappel: elle n'est pas entrée dans l'OPEP
- 4. Mais surtout le commerce de gaz ne se fait pas par des contrats courts indexés sur le prix spot
 - Contrat de long terme indexé sur le prix du pétrole
 - **Conjoncture de prix élevés favorable /pourquoi remise en question**
- Remarque : illusion supplémentaire d'imaginer cartellisable le marché mondial :
 - Le Forum des exportateurs de gaz ne trouve pas sa vocation

2.2. Risque de pouvoir de marché de long terme

- Déficit possible de production de gaz russe pour satisfaire la demande intérieure et européenne à partir de 2010
 - (débat porté par l'AIE et repris par Bruxelles)
 - Anticipation alarmiste de non-satisfaction des besoins contractualisés en Europe (jusqu'à 100 Gm3/an en 2012-2015 selon certains)
 - Développement ralenti des ressources par Gazprom
 - Producteurs russes indépendants contraints
 - Dépendant de l'accès au réseau pour débouchés et peu incités à investir par les bas prix intérieurs
 - Déficit possible pour satisfaire les contrats
- **Que disait Gazprom?**
 - « Sécurité de la demande contre sécurité de fourniture »
 - Période de négociation des nouveaux grands contrats
 - **Élément de pouvoir de négociation (pas vraiment pouvoir de marché de long terme)**



- **Relativiser le risque de restriction d'exportation de long terme de : 3 marges de manœuvre:**
 - Les importations d'Asie Centrale à 80 à 100\$/1000 m³
 - les réductions de besoins de industriels et des électriciens (quotas);
 - la libéralisation des prix à partir de 2008
- **Après la signature des gros contrats en 2006**
 - Affichage de scénario d'investissement (Avril 2007) d'ici 2030 (+ 25 à 45 % de la production)
 - Gazprom : 100 G\$ en production, 31 G\$ en exploration sur 25 ans, autant dans le transport (135 G\$)
 - Indépendants: 50 G\$ (si le prix de 50 \$/1000m³ est doublé)
 - NB AIE donne 300 G\$ en production....

Autres risques de pouvoir de marché de long terme (suite)

- 1. Mise en concurrence des acheteurs européens avec les acheteurs asiatiques ou nord-américains
 - Faible crédibilité de la menace pour le moyen terme (2020)
 - Le coût et le temps de développement des gisements et d'installation des grands gazoducs
 - Le temps de développement des débouchés en Chine
- 2. Risque de mise en question de contrats de long terme de Gazprom en position de force
 - Risque de perte de crédibilité contractuelle: d'où l' enjeu du respect du droit des contrats

2.3. Equilibre du pouvoir de marché de Gazprom à court terme et long terme

- La concurrence de long terme existe sur le marché européen

Entrées possibles en réaction à comportement de vendeur en position dominante:

- si prix demandé est systématiquement défavorable
 - si mise en question de la crédibilité de l'engagement long terme de Gazprom
 - si perception accrue de risque de transit à cause de relations conflictuelles de Gazprom sur les pays de transit
- **Le marché européen du gaz naturel est un marché « contestable »**

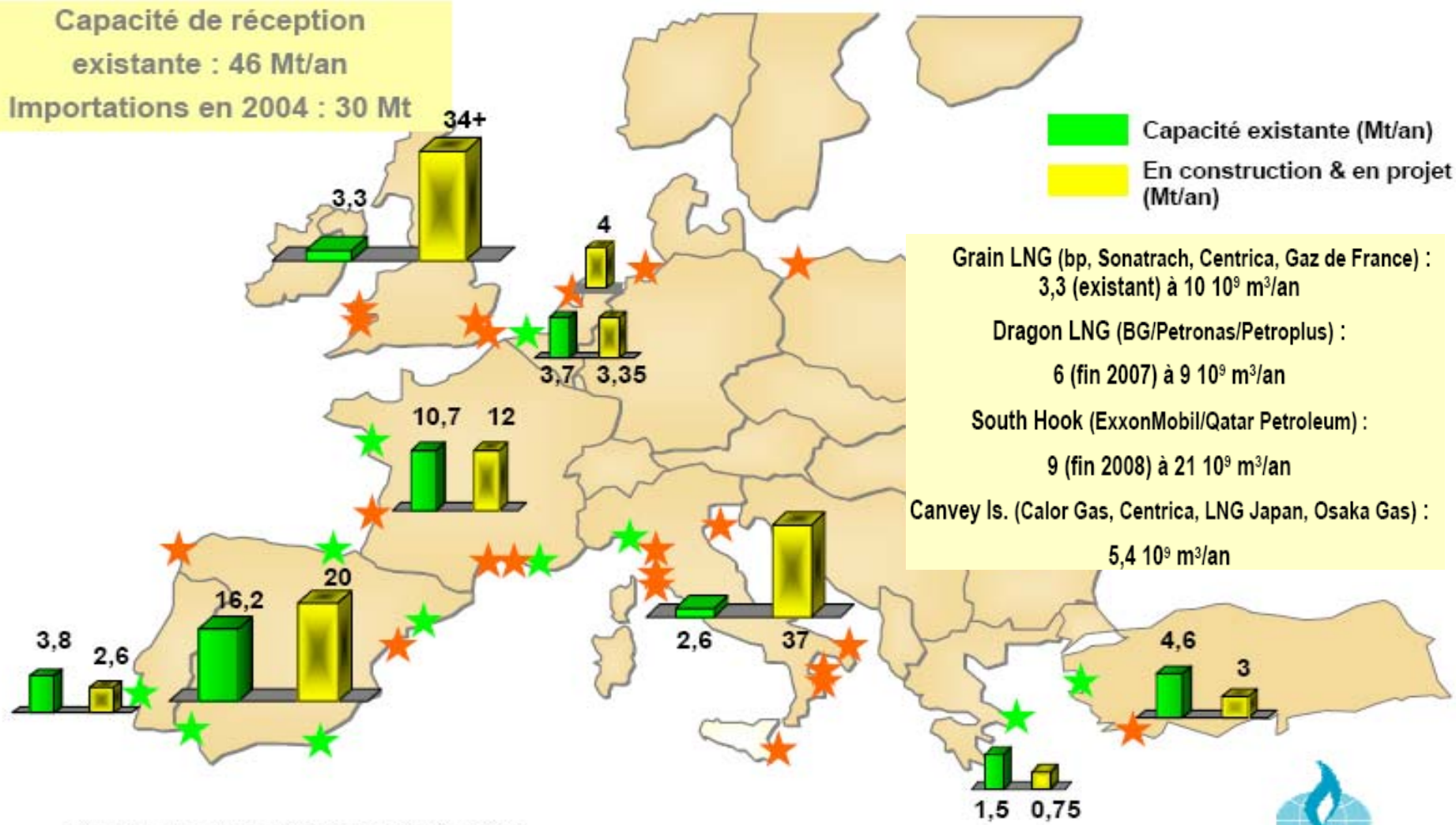
Existence d'entrants potentiels (Egypte, Nigéria, Qatar, Iran, ...), surtout grâce au GNL

Nombreux projets de terminaux gaziers permettant des arbitrages aussi bien du côté de l'offre que du côté de la demande

Marge de manoeuvre des producteurs reliés par pipes (Norvège, Algérie, Lybie): 40 à 50 Gm3 chacun

Développements ,de terminaux gaziers en Europe

Capacité de réception
existante : 46 Mt/an
Importations en 2004 : 30 Mt



2.4. Risque associé à la descente en aval d'un grand producteur étranger dominant

- **Motivations du producteur**
 - Consolidation des garanties de débouchés
 - Recherche de la rente aval (midstream et downstream)
 - Connaissance du marché aval
- **Orientations stratégiques:**
 - Alliance pour investissement en terminal LNG ou en gros équipements d'utilisation (centrale électrique)
 - Alliance ou Achat d'actifs de distribution/supply (Wingas par exemple)
 - Stratégie de vente directes à des consommateurs industriels
 - Intérêt de l' acquisition ou du développement d'actifs de stockage (Gazprom: Hongrie, NL, Belgique, etc...): limiter les coûts du service de balancing,
- **Deux questions:**
 - **Quel risque de pouvoir de marché?**
 - **Mais aussi quelle attractivité réelle d'une descente directe en aval?**

2.4.1. Risque de pouvoir de marché d'un producteur étranger sur un marché national

Rappel : Pouvoir de marché dépend des barrières à l'entrée

- Barrières physiques
- Règles d'accès aux interconnexions et aux facilités (règles de transport, accès terminaux GNL, accès au stockage et aux services de modulation)
- Dissocier
 - ventes directes (petite filiale marketing)
 - Alliance avec grand distributeur (Allemagne avec Wingas, Hongrie)
 - Prise de contrôle du distributeur dominant dans les pays sans contrat avec Gazprom
(UK, Belgique, Espagne par exemple)
- Présence de Gazprom en ventes directes:
 - C'est un élément de concurrence
 - Jusqu'où la question est pertinente : ventes par contrats de moyen terme?
 - On revient aux résultats d'Allaz et Villa (1993)

2.4.2. Une incidente: attractivité de la descente en aval dans une industrie gazière continentale

- Comparaison de la rente du producteur dans deux modes de vente du gaz
 - Fixation du prix amont en net back en fonction du prix d'un panier de combustibles concurrents en aval: dégagement de la rente en amont
 - Si ventes directes aux gros acheteurs industriels ou autres, superposition d'achats de services à des opérateurs en monoole réglés
 - Prix transport international, prix stockage/modulation/ transport national, distribution
 - Activités de réseau régulées sur la base de taux de rentabilité fixe et relativement confortable

Prix de vente à un grand opérateur à la frontière russe: **200-230 €/1000 m3**
un industriel achète le gaz à cet opérateur à un prix de **400-450 €/1000m3**.

- 20 €/1000 m3 pour le transit ukrainien
 - 20 € le transport continental (avec risque de prix)
 - 35 €/1000 m3 pour transport national (25 millions de m3 à un client industriel),
 - Des prix de stockage/service de modulation ((20-30 € ?)
 - Des coûts de marketing
 - Contrats plus courts et sur plus petites quantités (0,5 Gm3/an max.) qu'un contrat international
 - Positionnement avec une **offre spécifique qui peut être coûteuse** (exemple: garanties renforcées de sécurité de fourniture pour Clients français)
 - **Total à la frontière russe : 250€/1000 m3**
- Au bout du compte rente pas tellement plus élevée que si Gazprom vend dans un gros contrat à l'opérateur qu'il contourne.

Note: 80€/1000m3 avec Nordstream

2.4. Oligopoles d'acheteur face à un oligopole de producteurs

- Oligopole face à oligopole:
 - Economie industrielle classique (Scherrer, 1954)
 - Constat empirique de relation d'équilibre
 - Théorie oligopole bilatéral:
- Retour sur l'ancien modèle
 - Culture de club, relation de confiance, engagements de long terme, contrôle du risque
 - Dans le modèle de club: efficacité du consortium d'acheteurs pour négociation commune (Russie, Iran, etc.)
 - pouvoir de négociation
- On ne peut pas revenir à un tel modus operandi (politique de la concurrence)
- Leçon de l'expérience: préserver le pouvoir de négociation
 - Taille et surface financier
 - Capacité de partage des risques de l'acheteur entre grands contrats
 - Possibilité d'association producteur-acheteur dans actifs de production ou transport

Partie 3. Que faire pour limiter risque économique et politique dans les échanges gaziers européens ?

- **3.1. Situer d'abord la position de la Commission européenne**
- **3.2. Que faire avec la Russie?**
- **3.3. Quel intérêt pour un négociateur unique ou une coordination européenne?**
- **3.4. Accroître les conditions physiques et institutionnelles d'accès aux marchés nationaux**
- **3.5. Trouver des points de compromis concrets avec la Russie**

3.1. Situer d'abord la position de la Commission européenne : l'entrechoquement de deux analyses

- Rappel 1: Combinaison d'objectifs en tension: compétitivité, sécurité, environnement
- Rappel 2: **Absence de l'énergie dans le Traité car trop de divergences d'intérêt et de conceptions** (rente, conception différente des enjeux nationaux de la dépendance)
 - **Construire un marché concurrentiel intégré**
 - Compétitivité, libéralisation et intégration des marchés gaziers
 - Introduction de règles de marché
 - Dénonciation
 - sur contrats de long terme,
 - sur discrimination prix contractuel,
 - sur unbundling patrimonial
 - **Extension de l'espace réglementaire libéral à la Russie**
 - Initiative Lubbers Charte de l'Energie pour faciliter l'accès aux ressources de l'ex-URSS
 - Consolider les institutions et la règle de droit dans les PECO et la CEI
 - Accès aux ressources
 - accès aux infrastructures
 - **Dialogue avec les pays producteurs (pétrole)**
Mais pas de pouvoir de coordination en cas de crise

Réponses Livre Vert 2006 à crise russo-ukrainienne

- Pression pour adhésion à la Charte de l'énergie
- Proposition d'un négociateur commun de contrats,
 - Succédané d'un acheteur unique
 - « L'Europe doit parler d'une seule voie »

- Sécurité de court terme
 - Dépasser la faiblesse de la directive Sécurité Gaz de 2004
 - Mécanisme nationaux d'urgence et
 - Coordination Group (information sur les degrés de concentration des flux contractualisés d'importation)
 - Proposition supplémentaire: Solidarité par coordination de stockage. (Faisabilité?)

- Noter point de convergence des objectifs « intégration des marchés » & « sécurité »
 - Intégration par le marché contribue à la sécurité

3.2. Que faire avec la Russie?

Problème de fonds dans l'interprétation « européenne » du risque

- Amplification du risque géopolitique, et projection sur l'interprétation du risque économique
 - Par exemple dans pouvoir de marché : risque de rupture de contrat, crédibilité des engagements russes
- En même temps poursuite du projet d'intégration des marchés européens
 - avec les mesures en projet d'affaiblissement des entreprises historiques (unbundling patrimonial) pour faciliter la concurrence intra-européenne

- En même temps ignorance de la réalité géopolitique alors qu'elle est amplifiée dans les motivations de
 - **Croyance dans la faisabilité de la Charte de l'Énergie et dans des possibilités de compromis pour le Partenariat énergétique**
- **La Russie n'est pas un Etat mûr pour le multilatéralisme:**
 - Etat qui veut se réaffirmer comme puissance en s'appuyant sur ces ressources énergétiques (hors OMC)
 - Manifestation de sa puissance avec les pays du Proche étranger
 - **Etat faible avec règle de droit faible:**
 - dans ce contexte la gestion de la rente est plus efficace dans un cadre nationalisé au mépris de la règle de droit pour reprendre le contrôle de ses ressources et de la rente
- La géopolitique est donc bien présente :
 - La Russie : un Etat fondamentalement différent de l'Union européenne
 - **UE n'est pas une puissance diplomatico-militaire et agit par la règle**
- Une conséquence: une perte mutuelle de confiance dans la relations économiques et politiques

3.3. Quel intérêt pour un négociateur unique ou une coordination européenne?

- Considérons la concept initial plus large de négociateur unique
- Qu'apporterait l'adossement des compagnies au pouvoir de la Commission européenne?
- **Pour les grandes compagnies gazières,**
 - Capacité à négocier des contrats
 - A t'on même besoin d'être adossé à l'Etat de sa base nationale pour négocier avec Gazprom ou Sonatrach:
 - Il s'agit moins de champion national que d'entreprise de grande taille
 - Elles sont mises en concurrence par le grand producteur. Peut on l'éviter?
- Quand il y a politisation des relations gazières, la faiblesse géopolitique de l'UE conduit à ce que les Etats-membres préfèrent reprenne le dessus
 - Manifestation de puissance de la Russie et dialogue direct entre chets d'Etat
 - Les Etats membres ne trouvent pas intérêt à abandonner souveraineté à une UE démunie sur ces questions
 - Appui sur les compagnies gazières du pays

Repli sur un concept limité de l'interlocuteur unique

- Dans les faits, repli de la Commission sur un concept faible de coordination:
 - négociation avec grands producteurs pour standardisation des contrats
 - Quel apport réel?
- Idée : observatoire des approvisionnements
 - Information mutuelle sur les contrats
 - Intérêt pour éviter trop de mise en concurrence
 - Quelle faisabilité?
- Quid des compagnies des petits pays?
 - Elles peuvent gagner à s'allier aux compagnies

3.4. Accroître les conditions physiques et institutionnelles d'accès aux marchés nationaux

- Faciliter la contestabilité des marchés nationaux
 - UE et Etat-membre: Encourager le développement des interconnecteurs et des points d'entrée
 - Encourager les consortiums de développement de routes ou des infrastructures internes vers des points d'importations (opération Croatie-Hongrie-terminal atrie)
 - Encourager le développement des terminaux GNL
 - Déroger aux règles d'ATR pour faciliter investissements
 - Sécurité auprix d'éventuels surcapacité

3.5. Organiser les solidarités de court terme

- Une bonne intégration des marchés ne résoudra pas tout en cas d'interruption technique et politique
- Coordination de stockage stratégique

3.5. Trouver des points de compromis concrets avec la Russie

- Ne pas attendre une ratification de la Charte de l'énergie ou une acceptation précise de ces principes dans un accord général
- La « nationalisation » des ressources se poursuivra jusqu'à son terme (Shell, BP-TNK, refus entrée de Total dans Novatek, etc.)
- Les problèmes de réciprocité doivent se juger en relation avec les enjeux réels:
 - Quid d'une présence en amont des compagnies européennes /internationales?
 - Développement plus rapide de gisements pour le marché mondial
 - Limitation des coûts et partage de rente amont pour les gaziers
 - Quid de la présence de Gazprom, (Sonatrach, Statoil) dans la vente, ou le contrôle de grands distributeurs?
 - Quel risque ?
 - Différence entre contrôle de Wingas et prise de contrôle Centrica

Exemples de points de compromis

- Réorganisation de l'industrie gazière russe
 - qui respecte le monopole d'export et le contrôle des ressources ,
 - mais qui favorise le développement de la production indépendante
- S'entendre explicitement sur les projets concurrents de route (Nabucco versus Bluestream-Balkans)
- Eviter le déplacement de gaz russe par des gaz concurrents d'Asie centrale

Conclusion

- Le pouvoir de marché de la Russie est équilibré par la contestabilité des marchés (long terme)
- Les échanges commerciaux comme moyen de discipliner les comportements de puissance
- L'UE en peut agir vis-à-vis de la Russie comme vis-à-vis d'autres pays de la région: en prendre acte
- La gaz n'est pas l'électricité: géopolitique
 - Il faut une meilleure intégration des marchés
 - Mais ne pas trouver une fausse solution pour la concurrence de court terme par l'affaiblissement financier des compagnies européennes

Annexe

Hypothèses des modèles du marché gazier européen avec analyse du pouvoir de marché de Gazprom

La plupart des modèles (NL, Norvège, RFA): GASTALE (ECN), GASMOD (DIW), GASNAT (CPB), etc

Analyse de la perte de surplus d'une oligopolisation du marché

Tous ont une fausse problématique de long terme

- Demande élastique aux prix (mais pas de liens avec énergies concurrentes pour détermination prix)
- Coût complet en production et en transport
 - Pas d'investissement de production et de transport représenté de façon explicite
 - Simplet contrainte de capacité
 - Pas de structure de coût : coût fixe/coût variable
- Donc pas de contrats de long terme représentée explicitement à côté de transaction courte
- Marchés nationaux séparés mais pas par les différences de coûts de transport

Modèles (suite)

- Concurrence à la Cournot en amont
- Ou bien si modèle est centré sur Gazprom :
 - monopole sur le marché européen
 - avec tous les autres vendeurs en frange concurrentielle
- Résultats
 - On valorise le rôle de la concurrence de court terme en ignorant les logiques de long terme,
 - les contraintes d'investissement et de gestion de risque
 - la formation des prix contractuels
 - et le besoin de contrats de long terme
 - Dépendance des résultats de **l'hypothèse d'élasticité**
 - **Yves Smeers (2007): hypothèses fortes qui ne permettent pas de conclure**

Annexe 2. La diversification des routes

- La nouvelle « diplomatie des pipelines » :
 - éviter les États de transit
- **Gazoduc Nord Stream** : prévu pour 2010 (Gazprom, BASF, E.ON)
- **Gazoduc Blue Stream** : inauguré en 2005 (Gazprom, ENI)



Source : www.eia.doe.gov (2005)